

Les libéraux en chute libre

L'échiquier politique après les élections régionales de Berlin

François Talcy*



Les deux dernières élections régionales de l'année 2011 (dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale et à Berlin) ont confirmé la tendance dramatique des scrutins précédents : le parti libéral (FDP) n'a plus la faveur des électeurs – un problème de taille pour la chancelière et sa coalition chrétienne-libérale.

Stürmische Zeiten

Der Autor berichtet über die Ergebnisse der Landtagswahlen 2011 in Mecklenburg-Vorpommern und Berlin und analysiert deren Auswirkungen auf den Bund. Dabei gilt sein besonderes Augenmerk dem Niedergang der FDP in beiden Ländern – und Umfragen zufolge bundesweit – sowie in Berlin dem Scheitern der Grünen trotz Stimmenzuwachs und dem Wahlerfolg der Piratenpartei.

Im Mittelpunkt politisch stürmischer Zeiten mit offenem Ausgang: Angela Merkel, laut der US-Zeitschrift *Forbes* „mächtigste Frau der Welt“, in ihrer Heimat und Europa hingegen nicht unumstritten.

Red.

Issue confortable pour le ministre-président sortant du *Land* de Mecklembourg-Poméranie occidentale : le social-démocrate Erwin Sellering sort vainqueur du scrutin régional du 4 septembre avec 35,6 % des suffrages, soit une amélioration de 5,4 points et peut se permettre de choisir son partenaire de coalition pour les cinq années à venir. Soit *Die Linke* (18,4 %), soit la CDU (23,0 %). Sans surprise, après avoir mené quelques entretiens avec toutes les formations politiques, le chef du gouvernement a décidé de reconduire sa coalition

avec les chrétiens-démocrates. Avec 8,7 % et une progression de 5,3 %, les Verts ne sont pas assez nombreux pour envisager une coalition avec le seul SPD et devront se contenter des bancs de l'opposition. Mais ils peuvent savourer une satisfaction sans faille, car, pour la première fois de leur histoire, les Verts sont désormais représentés dans toutes les diètes régionales au lendemain de ce scrutin.

Le parti libéral par contre disparaît peu à peu de l'échiquier politique : à Schwerin, il perd 6,9 points et ne peut plus, avec désormais seulement 2,7 % des suffrages, être représenté au parlement régional. A Berlin, deux semaines plus tard, la chute est encore plus douloureuse : 1,8 %, soit 5,8 % de moins que lors des élections régionales de 2006. Ce parti visait jadis un score de 18 %, score jamais atteint. Aux élections à la chancellerie de 2009, il avait enregistré le meilleur résultat de son histoire avec 14,6 % (voir le détail de ces deux résultats régionaux dans la chronologie).

En voulant miser sur l'euroscpticisme des électeurs à quelques jours seulement du scrutin, le nouveau président du parti, Philipp Rösler, a fait de sa formation une quantité négligeable qui montre que son électorat reste hostile au populisme. Cette fois en effet, la gifle est cinglante et sans commune mesure avec les péripéties du passé. Philipp Rösler, ministre de l'économie depuis qu'il a succédé au ministre des Affaires étran-

* François Talcy est journaliste indépendant.

gères, Guido Westerwelle, à la tête du parti en mai 2011, se retrouve désormais, dans la seule ville de Berlin, avec seulement 30 000 électeurs, moins que le parti néonazi NPD (2,1 %) et à peine plus que le parti des défenseurs des animaux (1,5 %).

De tradition pro-européenne, les libéraux n'ont pas accepté que leur président multiplie les déclarations contraires à la politique menée par la coalition que dirige la chancelière Angela Merkel – avec Philipp Rösler pour vice-chancelier. Moins d'une semaine avant le vote, le président du FDP avait évoqué l'idée d'une « *insolvabilité ordonnée* » de la Grèce, poussant ainsi la chancelière à apporter un vigoureux démenti pour éviter la panique sur les marchés financiers. Erreur d'appréciation pour le FDP qui croyait surfer sur la vague de contestation lancée par plusieurs députés conservateurs et libéraux avant le vote du 29 septembre au *Bundestag* sur le deuxième plan d'aide à la Grèce

Inquiétudes pour Angela Merkel

Si la CDU d'Angela Merkel reste seule encore loin de la majorité absolue, elle demeure dans les sondages la plus forte formation politique du pays.

Derrière elle, le SPD ne parvient pas à profiter de la critique anti-gouvernementale et ne souhaite visiblement pas renouveler l'expérience de 2005 d'une grande coalition avec les chrétiens-démocrates. Quant aux Verts, qui avaient cru au lendemain de la catastrophe de Fukushima qu'ils représenteraient dorénavant la nouvelle force politique du pays, ils avaient certes obtenu un résultat historique dans le Bade-Wurtemberg en avril 2011 et réussi à faire élire pour la première fois dans l'histoire de l'Allemagne fédérale un des leurs à la tête du gouvernement régional de Stuttgart. Mais depuis que Winfried Kretschmann est ministre-président du *Land* avec le SPD, l'euphorie s'est estompée et la ferveur des écologistes est retombée avec la perte du principal combat qui était le leur, celui contre l'atome, puisqu'entre-temps c'est le gouvernement chrétien-libéral qui a permis la sortie du nucléaire d'ici une dizaine d'années. Preuve de cette évolution : Renate Künast, la candidate des Verts aux élections de Berlin, qui se voyait même déjà battre le SPD dans son fief le 18 septembre, n'arrive qu'à la troisième place, malgré un score (17,6 %) en progression de 4,5 points par rapport à 2006. La nouvelle gauche, *Die Linke*,

Succès et défaites

Le parti libéral n'en est pas à sa première déconvenue : après un score de 12,8 % en 1961, il avait posé comme condition de sa nouvelle participation au gouvernement de coalition avec les chrétiens-démocrates que le chancelier Konrad Adenauer abandonne ses fonctions, puis il avait changé d'avis de peur de perdre ses portefeuilles ministériels. Après s'être retrouvé sur les bancs de l'opposition en 1966, nouveau revirement : le FDP apporte en 1969 son soutien au candidat social-démocrate pour l'élection présidentielle. Quelques mois après, le parti n'obtient que 5,8 % des voix aux élections à la chancellerie, tout juste assez pour rester au *Bundestag* et s'allier avec le SPD de Willy Brandt. En 1982, nouveau changement de coalition et nouvelle sanction de l'électorat, alors que la CDU de Helmut Kohl frise la majorité absolue.

C'est en 1998 que le FDP commet sa plus grande erreur en renonçant à une candidature à la chancellerie pour mieux assurer la réélection d'un Helmut Kohl sur le déclin après 16 années de pouvoir et en se lançant dans la dernière ligne droite dans une campagne populiste et antisémite.

Après de nombreux échecs électoraux (le FDP sera sorti des parlements régionaux dans 12 des 16 *Länder* entre 1993 et 1995), Guido Westerwelle prendra les rênes du parti en 2001, assurera le retour de son parti dans tous les *Länder*, favorisera la formation de l'actuelle coalition avec la CDU pour mettre fin à la grande coalition CDU-SPD de 2005 et sortira grand du scrutin de 2009 avec 14,6 % des suffrages – un record. Mais le FDP fera l'erreur de continuer à vouloir être le parti des baisses d'impôts comme lorsqu'il siégeait sur les bancs de l'opposition. Le parti libéral, au côté d'une CDU plus pragmatique, n'a pas su corriger le tir avec l'arrivée de la crise.

qui gouvernait depuis dix ans avec le bourgmestre social-démocrate, Klaus Wowereit, est pour sa part en perte de vitesse et doit laisser sa place pour une coalition avec un autre parti. Dans un premier temps, tout indiquait que les Verts seraient le nouveau partenaire de coalition à Berlin, mais les négociations entre les deux formations ont buté sur la question du prolongement d'une autoroute citadine de 3,2 kilomètres de long. En fin de compte, Klaus Wowereit a préféré se tourner vers les chrétiens-démocrates pour constituer un gouvernement plus stable. Première étape vers un retour à une grande coalition en 2013 ?



La surprise vient néanmoins d'une nouvelle formation : le parti des pirates (*Piratenpartei*), qui avait amusé les observateurs ici et là par des scores de plus en plus élevés, mais en-deçà des 5 %, obtient à Berlin 8,9 %, ce qui lui permet d'envoyer 15 députés (sur 152) au Sénat de la ville. Les *Piraten* n'y croyaient pas eux-mêmes : leur liste comptait tout juste 15 candidats. Leur programme : transports en commun gratuits dans la capitale, enseignement sur les drogues à l'école, adoption d'une « *démocratie liquide* » qui permettrait à chacun de confier sa voix à un délégué de son choix en fonction du thème de débat. Les plus sceptiques voient dans cette formation un effet de rébellion sans lendemain. D'autres rappellent cependant que les Verts, qui ont commencé leur carrière politique dans les années 70 en faisant du tricot pendant les séances parlementaires ou en prêtant serment en baskets lorsqu'ils sont devenus ministres, comptent aujourd'hui parmi les formations politiques bien établies, surtout depuis leur participation au gouvernement de Gerhard Schröder de 1998 à 2005. Quoi qu'il en soit, la victoire berlinoise des Pirates a créé une dynamique – le parti est crédité de plus de 8 % des intentions de vote dans les sondages, à l'échelon national. De quoi inquiéter ceux qui ont perdu des voix à leur

profit, les Verts notamment, mais aussi la gauche en général.

Tout affaiblissement des Verts remet en cause l'éventualité d'une coalition rouge-verte avec les sociaux-démocrates. Certes, le résultat d'élections régionales n'est pas obligatoirement transposable à l'échelon national. Mais le score du FDP, confirmé par des sondages catastrophiques autour de 3 %, reste lui aussi un sérieux avertissement pour la coalition en place. Pour l'instant, la chancelière chrétienne-démocrate peut gouverner avec sa majorité, si les députés chrétiens-démocrates et libéraux continuent à lui apporter leur soutien. Les attaques contre la chancelière se font de plus en plus entendre au sein même du parti chrétien-démocrate, d'aucuns craignent que les votes sur le plan d'aide à la Grèce ne soient acquis que grâce au sens des responsabilités de l'opposition (SPD et Verts), malgré tout les députés de la coalition ont fini, bon gré mal gré, par apporter leur soutien.

Si les résultats électoraux de la CDU et du FDP ne progressent pas d'ici 2013, Angela Merkel risque de ne plus disposer de la même coalition dans deux ans. D'aucuns voient déjà l'ébauche d'une grande coalition CDU-SPD, voire CDU-Verts. L'ancien chancelier Helmut Kohl, pourtant discret ces dernières années, a cru bon au cours de l'été de critiquer publiquement – sans citer Angela Merkel – la politique menée par Berlin, « *tant sur le plan intérieur qu'extérieur* ». La grogne au sein du parti conservateur est perceptible, surtout sur les questions de la dette grecque et sur l'intégration européenne : « *aucun suivi* », « *pas de grandeur prévisible* », « *manque de vision* » – le constat de l'ancien chancelier est sévère. Dans le même temps, le magazine américain *Forbes* désignait Angela Merkel comme « *la femme la plus puissante du monde* », alors que les sondages en Allemagne la voient à bout de souffle. Le blason de la chancelière a repris quelques couleurs au lendemain du sommet sur la crise de l'euro, le 26 octobre, surtout grâce à sa façon d'imposer ses vues avec habileté, notamment face à Nicolas Sarkozy. Jacques Delors, ancien président de la Commission européenne, est plus sévère : dans un entretien publié par *Le Monde* le 19 octobre 2011, il dénonce le « *coup de poker* » de Berlin et Paris, politique du fait accompli qu'il appelle le « *Merkozy* ».